

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 3 octobre 2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2024

### **Contexte et constats**

publié sur 

#### **Société BRENNTAG**

Zone d'activités Les Sauzets  
07340 Andance

Référence : 20240927-RAP-DAEN0912

Code AIOT : 0006102305

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2024 dans l'établissement BRENNTAG implanté Zone d'activités Les Sauzets 07340 Andance.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRENNTAG
- Zone d'activités Les Sauzets 07340 Andance
- Code AIOT : 0006102305
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO BAS
- IED : Non IED

#### **Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :**

Le site de BRENNTAG est spécialisé dans le stockage, la formulation et le conditionnement de produits chimiques. De par la quantité de produits stockés, il est classé Seveso seuil bas. Son activité est encadrée par l'arrêté préfectoral du 17/01/2007.

#### **Attributs de l'inspection :**

Actions nationales 2024 (*Action régionale 2024*)

Risques accidentels (*Plans d'urgence*)

Type d'inspection (*Siège uniquement*)

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- POI plans d'urgence

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

**Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :**

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Délais
2	Test du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Demande d'action corrective	6 mois
4	Contenu du POI 1/2	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	6 mois
5	Contenu du POI 2/2	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea	Demande d'action corrective	6 mois
8	Gestion d'une émission de gaz toxique	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article Article 2	Demande d'action corrective	6 mois
9	Protection des dispositifs de conduite	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 53	Demande d'action corrective	6 mois
11	Identification des commandes	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article Article 4	Demande d'action corrective	6 mois
12	Matrice des produits incompatibles	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article Article 5	Demande d'action corrective	6 mois
13	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 49	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

#### Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Présence d'un POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4 <sup>e</sup> alinea
3	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 3 <sup>e</sup> alinea
6	Correspondance POI – EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
7	Disponibilité du personnel « hors heures ouvrées »	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
10	Mesure du vent	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article Article 3


#### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Il ressort de l'inspection que le site dispose d'un POI récent qui nécessite néanmoins quelques mises à jours et adaptations. L'étude des produits de décomposition en cas d'incendie a été réalisée, et le plan de prélèvements environnementaux est en cours de finalisation avec un prestataire externe.

Le point principal à améliorer concerne le scénario de mélanges incompatibles, identifié comme scénario majeur dans l'EDD, et dont la gestion de crise nécessite d'être clarifiée afin de pouvoir faire cesser les émissions toxiques en moins de 30 minutes comme demandé par l'arrêté préfectoral du 17/01/2024 et transposé dans le POI. L'emplacement des locaux de confinement prévus dans le cadre de la gestion de crise (notamment leur degré de confinement) devra être vérifié au regard des niveaux de toxicité auxquels ils sont susceptibles d'être soumis.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Présence d'un POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4 <sup>e</sup> alinéa	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels – Présence d'un POI	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023	
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'un POI datant du 20/12/2023.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

### N° 2 : Test du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels – Test du POI	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1 <sup>er</sup> septembre 2023.	
<b>Constats :</b>  Des exercices encadrés par un prestataire externe sont réalisés tous les 2 ans. Le dernier exercice POI a été réalisé le 20/03/2023 avec un scénario d'épandage d'acide nitrique. Un entraînement POI a été réalisé en interne en avril 2024 avec un scénario de départ de feu au niveau de la zone de conditionnement solvants.  Il ressort que le suivi des actions d'amélioration à mettre en œuvre à la suite de ces exercices n'est pas tracé. L'inspection a noté notamment qu'un des points d'amélioration identifié lors des derniers exercices concerne l'absence de moyens de communication entre le chef d'intervention sur le terrain et le PC exploitant (PC Ex).	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b><u>Demande du point n°2 :</u></b> L'exploitant doit mettre en place un suivi formalisé du traitement des actions d'amélioration mises en évidence lors des exercices POI. Plus particulièrement, l'exploitant veillera à la	

mise en place rapide de moyens permettant la communication entre l'équipe d'intervention et le PC exploitant.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

### N° 3 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 3<sup>e</sup> alinéa

Thème(s) : Risques accidentels – Formation

#### Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

#### Constats :

Les équipiers de seconde intervention (ESI) et les chefs d'équipe font l'objet de formations assurées par un organisme externe et renouvelées tous les 3 ans.

Les DOI sont formés par l'échelon national du groupe BRENNTAG au travers d'un support de formation interne. Il n'y a pas, à proprement parler, de recyclage des DOI, leur participation aux exercices POI en tient lieu. Les astreintes locales sont assurées par des agents ayant a minima la qualification d'ESI et de DOI, et habitant à moins de 30 min du site. L'astreinte nationale, en appui de l'astreinte locale, est formée à l'échelle du groupe.

**Observation du point n° 3 : L'exploitant veillera au roulement des différents DOI pour participer aux exercices POI afin d'assurer un maintien dans le temps de leurs compétences.**

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

### N° 4 : Contenu du POI 1/2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels      Contenu d'un POI

#### Prescription contrôlée :

Données et informations devant figurer dans le POI, ou dans sa mise à jour postérieure au 31/12/2021

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
- j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

#### **Constats :**

Après examen et échange avec l'exploitant, il ressort que le POI nécessite d'être mis à jour sur les points suivants :

- le schéma d'alerte hors heures ouvrées (HHO) (après 16h30 et avant 8 h du matin ou lors des week-ends et jours fériés) nécessite d'être adapté aux pratiques existantes du site (rôle et missions de l'entreprise de télésurveillance, levées de doute, déclenchement du POI...) ;
- des consignes doivent être édictées pour l'entreprise de télésurveillance en cohérence avec la mise à jour du schéma d'alerte HHO (actions à mener, ordre d'appel des contacts) ;
- les actions de l'astreinte nationale HHO doivent être décrites et articulées avec celles de l'astreinte locale ;
- une description détaillée des mesures à mettre en œuvre dans le cas d'un scénario de mélange

incompatible générant un nuage toxique en dehors du site doit être réalisée et l'exigence de faire cesser ces effets en moins de 30 min apparaître clairement dans le POI – **en lien avec la demande du point n°8 ;**

- l'état des matières stockées prévu dans le schéma d'alerte HHO doit être transmis aux services de secours dès leur arrivée sur site, que ce soit de nuit ou en journée (à inclure dans une fiche de fonction). Cet état doit être complété de l'inventaire des matières combustibles non dangereuses ou non classées – **en lien avec demande du point 13 ;**
- selon l'exploitant, lors de scénarios toxiques, une sirène spécifique de la zone minérale (et différente de la sirène incendie) indique au personnel du site qu'il doit se confiner. Ce point doit apparaître dans le POI ;
- le plan transmis aux services de secours doit inclure l'emplacement des matières toxiques entreposées sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande du point n°4 :** L'exploitant doit mettre à jour son POI en fonction des demandes détaillées ci-dessus.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

## **N° 5 : Contenu du POI 2/2**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea

**Thème(s) :** Risques accidentels      Contenu du POI

### **Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

#### **Constats :**

L'exploitant a fait réaliser une étude des produits de décomposition générés en cas d'incendie. Cette étude date de juillet 2024. Elle ne prend en compte que la zone solvants inflammables car selon lui, la zone minérale (acide/base) ne serait pas concernée par un incendie. Un doute existe sur la prise en compte effective des contenants plastiques entreposés dans la partie solvants dans cette étude. Par ailleurs, du butyl glycol et un mélange à façon à base de ce même produit sont entreposés en zone solvants inflammables. Ces produits relèvent de la rubrique 4130 (toxicité aiguë). Toutefois, l'exploitant n'a pas pu indiquer aux inspecteurs si ces produits sont concernés par l'étude des produits de décomposition générés en cas d'incendie. Le plan de prélèvements environnementaux est en cours d'élaboration. Sa finalisation est prévue pour fin 2024.

Par ailleurs, les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur n'apparaissent pas dans le POI.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### **Demande du point n°5 : L'exploitant doit :**

- vérifier la bonne prise en compte des matières combustibles (contenants plastiques par exemple) et, le cas échéant des matières toxiques (butyl glycol) dans son étude des produits de décomposition générés en cas d'incendie ;
- finaliser son plan de prélèvements environnementaux ;
- décrire les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

L'ensemble de ces éléments devra être intégré au POI du site.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective


**Proposition de délais :** 6 mois



#### N° 6 : Correspondance POI – EDD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels – Correspondance POI – EDD	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;	
<b>Constats :</b>  Les scénarios pris en compte dans le POI sont cohérents avec les accidents/phénomènes dangereux de l'EDD.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

#### N° 7 : Disponibilité du personnel «hors heures ouvrées»

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels – Moyens d'intervention prévus	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.	
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'une astreinte locale en capacité de se déplacer sur le site en moins de 30 min en dehors des heures ouvrées.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

#### N° 8 : Gestion d'une émission de gaz toxique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article Article 2	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels – POI	
<b>Prescription contrôlée :</b>	

Le plan d'opération interne prévoit les mesures d'intervention afin de faire cesser les effets hors site des mélanges incompatibles dans un délai de 30 minutes à partir du début de l'émission de gaz toxiques, quel que soit le moment de survenance de l'accident.

**Constats :**

Le scénario de dispersion atmosphérique d'un nuage de chlore à la suite d'un mélange incompatible au niveau de la zone de dépotage est le scénario majorant du site, avec, dans les conditions météorologiques les plus défavorables, des effets pouvant s'étendre jusqu'à plusieurs centaines de mètres autour du site.

Le site dispose de barrières techniques permettant la fermeture des vannes de dépotage en cas d'accident afin d'intervenir rapidement en cas de mélange incompatible mais leur mise en œuvre n'est pas décrite dans le POI. De plus, l'exploitant n'a pas étudié les situations où ces barrières seraient défaillantes et notamment l'intervention d'agents dans une zone impactée par le nuage toxique, le circuit d'évacuation du personnel.

Enfin, l'exigence de faire cesser ces effets en moins de 30 min n'apparaît pas dans le POI.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande du point n°8 :** L'exploitant doit détailler dans le POI du site les mesures à mettre en œuvre dans le cas d'un scénario de mélange incompatible générant un nuage toxique en dehors du site. La description devra détailler les situations où les barrières techniques sont défaillantes.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 9 : Protection des dispositifs de conduite**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 53

**Thème(s) :** Risques accidentels      Protection d'un nuage toxique

**Prescription contrôlée :**

Pour les installations concernées, sans préjudice des impératifs de protection de personnes, les salles de contrôle des installations ainsi que les dispositifs de conduite et de traitement des données sont protégés contre les effets des accidents identifiés dans l'étude de dangers susceptibles de les impacter, de manière à garantir leur caractère opérationnel et lorsqu'elles sont nécessaires à la mise en sécurité des installations.

Pour les installations régulièrement mises en service ou dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la

mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er juillet 2027.

**Constats :**

En cas de mélange incompatible lors d'un dépotage et de non fonctionnement de la première barrière technique (fermeture automatique de la vanne de transfert en cas de détection de dégagement gazeux dans la cuve), l'opérateur chargé de la surveillance du dépotage doit actionner la fermeture à distance de la vanne à partir d'un local contigu aux postes de dépotage (local « station de traitement »). De même, en cas de sinistre, le Poste de Commandement Exploitant (PC Ex) est situé dans le bâtiment administratif. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer aux inspecteurs si ces locaux présentent un niveau de confinement adapté à un nuage toxique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande du point n°9 :** L'exploitant doit justifier que le niveau de confinement présenté par le local de manœuvre à distance des vannes de dépotage et la salle du PC Ex sont compatibles avec les niveaux de toxicité auxquels ils sont susceptibles d'être soumis en cas de mélange incompatible comme présenté dans l'étude de dangers du site. Si tel n'est pas le cas, l'exploitant présentera un plan de mise en conformité, accompagné de délais de mise en œuvre ne dépassant pas le 1<sup>er</sup> juillet 2027.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 10 : Mesure du vent**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article Article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels – Détection du sens du vent

**Prescription contrôlée :**

Des appareils de détection indiquant la direction du vent, visibles de jour comme de nuit, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement ou de perte de confinement.

**Constats :**

Le site dispose d'une manche à air, située à l'entrée du site, et disposée sous l'éclairage public afin d'être visible en cas d'événement de nuit. Le jour de l'inspection, la manche à air était très endommagée. L'exploitant a passé commande d'une manche de remplacement.

**Respect de la prescription :**



Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 11 : Identification des commandes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article Article 4

Thème(s) : Risques accidentels Identification des commandes

##### Prescription contrôlée :

Toutes les commandes de vannes manuelles, électriques ou pneumatiques ainsi que les commandes des pompes, portent de façon apparente et sans confusion possible, l'indication de leur fonction.

Les différentes positions de ces commandes telles que marche/arrêt, ouvert/fermé, sont clairement indiquées.

##### Constats :

Les vannes du poste de dépotage de la zone minérale sont identifiées avec le nom du produit concerné. Les vannes sont maintenues en position fermée par des cadenas.

Les cuves ne présentent en revanche aucune identification. L'exploitant a indiqué que les panneaux d'indication du nom des produits contenus dans les cuves sont en cours de commande. Ils seront affichés avant fin 2024.

##### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande du point n°11 : L'exploitant doit identifier l'ensemble des cuves de la zone minérale.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

#### N° 12 : Matrice des produits incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article Article 5

Thème(s) : Risques accidentels Matrice des produits incompatibles

##### Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour la liste exhaustive des réactions chimiques potentiellement dangereuses entre chacun des produits présents (y compris avec les matériaux de construction, les matériaux des canalisations, les matériaux des emballages et avec l'eau) dans le secteur « Chimie Minérale ».

Il identifie dans cette liste les réactions susceptibles d'être à l'origine d'émission de gaz toxiques ou

potentiellement dangereux pour l'homme, d'explosion ou d'autres risques (échauffement dangereux...) avec des effets létaux hors site.

La matrice des produits qui correspond à ces réactions chimiques comporte a minima les incompatibilités relatives aux produits suivants : acides, hypochlorite de sodium (eau de javel), hydroxyde de sodium. La nature des gaz issus de ces réactions sera mentionnée ainsi que les autres éléments nécessaires à l'appréciation des risques (quantité émise, cinétique, conditions nécessaires de réaction...). Les risques de mises en contact des produits qui génèrent des réactions dangereuses seront identifiés. Les moyens pour prévenir cette mise en contact seront présentés.

La matrice des produits incompatibles est transmise à l'inspection des installations classées à chaque mise à jour et a minima tous les 3 ans.

#### Constats :

Le site dispose d'une matrice des produits incompatibles datant de 2022. L'exploitant mentionne que le spectre de produits susceptibles d'être entreposés sur le site n'évolue pas. Si tel était le cas, la matrice serait revue. La matrice ne concerne que la zone minérale, uniquement concernée par le risque d'émanation toxiques en cas de mélanges incompatibles selon l'exploitant. Toutefois, la matrice n'inclut pas :

- les interactions avec les matériaux de construction, les matériaux des canalisations, les matériaux des emballages ou l'eau ;
- les effets d'explosion ou d'échauffements dangereux ;
- la nature des gaz issus de ces réactions ainsi que les autres éléments nécessaires à l'appréciation des risques (quantité émise, cinétique, conditions nécessaires de réaction...).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Demande du point n°12 : L'exploitant doit compléter la matrice des produits incompatibles afin de la rendre conforme aux exigences de l'arrêté préfectoral du 17/01/2024.**

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

#### N° 13 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 49

Thème(s) : Risques accidentels – Etat des matières stockées

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non

dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus **en permanence** à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

#### **Constats :**

Le site dispose d'un état des produits dangereux stockés sur le site, mis à jour tous les soirs et accessible en cas d'événement. En revanche, les matières combustibles non dangereuses ou non classées (contenants, vides ou utilisés par exemple) ne sont pas prises en compte dans l'état des matières stockées.

Conformément à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, cet état est « accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation ». L'exploitant a mentionné que cet état est disponible à tous moments. Toutefois, pour son édition, il est nécessaire de solliciter une personne qui ne fait pas partie de la gestion de crise, notamment en heures non ouvrées.

Par ailleurs, selon ce même article, un état synthétique disposant d'informations vulgarisées doit être disponible de la même manière à des fins d'information de la population en cas d'événement.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande du point n°13 :** L'exploitant doit inclure les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées dans l'état des matières stockées du site. Il met en place les mesures matérielles et organisationnelles permettant de transmettre à tout moment un état des matières stockées aux pompiers lors de leur arrivée sur site en cas d'événement. Il tient également à disposition à tout moment d'un état synthétique disposant d'informations vulgarisées à des fins d'information de la population en cas d'événement.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois